

PRÉFET DE LA RÉGION BRETAGNE

Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement de Bretagne

Arrêté préfectoral portant décision après examen au cas par cas en application de l'article R. 122-3-1 du code de l'environnement

Le Préfet de la région Bretagne

Vu la directive 2011/92/UE du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 modifiée concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, notamment son annexe III ;

Vu le code de l'environnement ;

Vu l'arrêté de la ministre de l'environnement, de l'énergie et de la mer du 12 janvier 2017, relatif au contenu du formulaire d'examen au cas par cas ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

Vu le décret du 19 novembre 2025 portant nomination de M. Franck ROBINE préfet de la région Bretagne, préfet de la zone de défense et de sécurité Ouest, préfet d'Ille-et-Vilaine ;

Vu l'arrêté ministériel du 20 septembre 2021 nommant M. Eric FISSE directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bretagne, à compter du 1er novembre 2021 ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2/2025/DREAL/DSG du 8 décembre 2025 portant délégation de signature à M. Eric FISSE, directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bretagne ;

Vu l'arrêté préfectoral du 05 février 2026 portant subdélégation de signature à Mme Aurélie MESTRES et M. Yves SALAÜN, respectivement directrice adjointe et directeur adjoint de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bretagne ;

Vu le dossier de demande d'examen au cas par cas n° 2026-013009 relatif au projet **d'agrandissement de terre-plein et de création d'un bassin insubmersible dans le cadre d'un transfert d'unité fonctionnelle ostréicole au Tour du Parc (56)**, déposé par l'EARL Benoît Le Joubioux, reçu et considéré complet le 3 février 2026 ;

Considérant que ce projet relève de la catégorie n° « 12. Récupération de territoires sur la mer » du tableau annexé à l'article R. 122-2 du code de l'environnement ;

Considérant la nature du projet :

- fusion administrative de 2 terre-pleins existants et agrandissement d'un terre-plein existant, aboutissant à une surface totale de 1 492 m² ;
- renforcement du bas du terre-plein par montage d'un mur en parpaings sur 2 côtés du terre-plein, en partie basse sud-est et en partie nord-est, comblement de la partie basse par pierres et cailloux de carrière ;

- création d'un bassin insubmersible de 160 m² comprenant des fondations, la mise en place d'un mur bas en parpaings à bancher sur le pourtour du bassin, la réalisation si nécessaire d'une dalle en béton au fond du bassin pour rendre le bassin compatible avec les normes sanitaires.

Considérant la localisation de ce projet :

- sur un site déjà artificialisé et partiellement remblayé entre 2010 et 2020, situé en « dent creuse » entre 2 exploitations ostréicoles, au sein de la zone conchylicole du Tour-du-Parc ;
- sur un secteur « aquacole du domaine maritime », classé Ao par le plan local d'urbanisme (PLU) du Tour-du-Parc, approuvé le 12 juillet 2013 ;
- en bordure de la rivière de Pénérif, à environ 50 m de la zone naturelle d'intérêt écologique, faunistique et floristique (ZNIEFF) de type II n°530015441 « étier de Pénérif » ;
- à environ 10 m des sites Natura 2000 n°FR5310092 « Rivière de Pénérif », zone de protection spéciale (ZPS) au titre de la directive Oiseaux (2009/147/CEE), et n°FR5300030 « Rivière de Pénérif », zone spéciale de conservation (ZSC) au titre de la directive « Habitats, faune, flore » (92/43/CEE).

Considérant que :

- l'agrandissement et le renforcement de ce terre-plein induira une accentuation de l'érosion sur les terrains voisins sans toutefois présenter, de ce point de vue, un caractère « notable » au sens de l'évaluation environnementale, compte tenu de la surface projetée de 1 492 m² ;
- la création du bassin insubmersible sera réalisée sur un espace déjà artificialisé ;
- les faibles dimensions de l'ouvrage et son inscription dans un espace déjà dédié aux activités ostréicoles limitent les incidences en matière de biodiversité, de gestion du trait de côte et de paysage.

Considérant que le projet, au vu des éléments fournis, n'est pas susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement au sens de la directive européenne susvisée et ne justifie pas la réalisation d'une évaluation environnementale.

Arrête :

Article 1^{er}

En application de la section première du chapitre II du titre II du livre premier du code de l'environnement, le projet **d'agrandissement de terre-plein et de création d'un bassin insubmersible dans le cadre d'un transfert d'unité fonctionnelle ostréicole au Tour du Parc (56)** est dispensé de la production d'une étude d'impact.

Article 2

La présente décision est délivrée au regard des informations contenues dans le formulaire et ses annexes. Elle peut être remise en cause si les résultats d'études ultérieures mettent en évidence des impacts ou une sensibilité particulière du milieu.

Article 3

Cette décision, délivrée en application de l'article R. 122-3-1 du code de l'environnement, ne dispense pas des autres procédures et autorisations administratives auxquelles le projet peut être soumis. Par ailleurs, l'absence de réalisation d'une étude d'impact ne dispense pas le pétitionnaire de mettre en œuvre les principes généraux énoncés à l'article L 110-1 du code de l'environnement, particulièrement en ce qui concerne le principe d'action préventive et de correction.

Article 4

Le présent arrêté sera transmis au pétitionnaire, avec copie au Préfet du département concerné. Par ailleurs, il sera publié sur le site Internet de la DREAL Bretagne.

Le Préfet,
Pour le préfet et par délégation,
#signature#